



**Achats / Réceptions sporadiques de marchandises communautaires
soumises à accise**

- PARTICULIERS -

Trois cas de figure sont à considérer lors de l'achat à l'étranger ou de la réception de l'étranger de produits soumis à accise :

- 1) les achats de produits (ttc) pour les besoins personnels et transportés par l'acheteur lui-même(sans caractère commercial);
- 2) les achats pour soi-même ET/OU pour le compte d'autrui de produits (toutes taxes étrangères incluses) et acheminés vers le Luxembourg soit par un autre particulier soit par une entreprise (est considéré comme caractère commercial);
- 3) Les achats acheminés vers le Luxembourg par un particulier ou par une entreprise en régime suspensif des droits d'accise et de la TVA étrangers (caractère commercial).

Ad 1 :

Vous venez d'un pays membre de la Communauté Européenne et vous arrivez au Grand-Duché de Luxembourg.

Depuis le 1^{er} janvier 1993, les formalités fiscales et douanières liées au franchissement des frontières intracommunautaires sont abolies.

Vous pouvez acheter des biens pour vos besoins personnels dans un autre Etat membre de la Communauté Européenne sans limitation de quantité ou de valeur et sans formalité aux frontières intracommunautaires. Les achats seront effectués taxes comprises et non-remboursables, au prix en vigueur dans le pays d'acquisition. Cependant les achats par correspondance font exception à cette règle de même que l'achat de véhicules neufs ainsi que de produits soumis à accise (tabacs manufacturés, alcool et boissons alcooliques, huiles minérales).

Des seuils quantitatifs ont été fixés pour les produits soumis à accise, au-delà desquels leur achat est présumé être d'ordre commercial et les droits et taxes deviennent exigibles. Il est donc recommandé aux résidents qui retournent au Luxembourg avec des boissons alcoolisées ou des tabacs achetés dans d'autres Etats membre de l' UE de ne pas dépasser les limites (par voyageur) indiquées dans le tableau ci-dessous.

Tabacs *	
Cigarettes	800 pièces (200 p *)
Cigarillos	400 pièces (100 p *)
Cigares	200 pièces (50 p *)
Tabacs à fumer	1 kg (250 grs *)

Boissons alcoolisées *	
Boissons spiritueuses (whisky, gin, vodka, etc..)	10 litres (1 l *)
Produits intermédiaires (vermouths, portos,...) < 22%	20 litres (2 l *)
Vins (dont 60 litres maximum de vins mousseux)	90 litres (4 l *)
Bières	110 litres (16 l *)

En cas de dépassement de ces seuils quantitatifs, il incombe à l'acheteur de prouver à l'Administration des douanes et accises qu'il ne s'agit pas d'un transport de marchandises soumises à accise à caractère commercial.

* Ces quantités indicatives sont réduites si vous effectuez vos achats dans un des territoires suivants : Iles Féroé, Groenland, Helgoland, Büsingen, Iles Canarie, Ceuta, Melilla, Guyane, Guadeloupe, Martinique, La Réunion, territoires d'outre-mer (TOM), Mont Athos, San Marino, Livigno, Campione d'Italia, lac Lugano, Iles Anglo-Normandes, Ile Åland)

Si vous achetez vos produits hors UE, veuillez consulter <http://www.do.etat.lu/voyages>

Ad 2 et 3 :

Alcool et boissons alcooliques (les produits de tabacs sont exclus de ces deux procédures)

A titre préliminaire, il y a lieu de préciser que des envois/transports par l'intermédiaire d'une personne (un professionnel ou un particulier) autre que le destinataire final sont considérés comme ayant un caractère commercial et doivent suivre la procédure ci-après.

A titre d'exemple : une commande collective de Cognac entre amis qui est enlevé et acheminé au Luxembourg par une des personnes du groupe, est considérée " à caractère commercial " et les accises, taxes et TVA doivent être payées au Luxembourg.

Les transports effectués par des professionnels sont toujours considérés comme " à caractère commercial " et suivent le régime ci-dessus s'il s'agit de produits déjà mis à la consommation (taxes étrangères incluses) ou le régime prévu sous 3 ci-après s'il s'agit de produits transportés en " régime suspensif " des droits d'accise que ce soit par un particulier ou un professionnel.

Un numéro d'accise temporaire respectivement un certificat de garantie pourra être établi sur un de nos bureaux de recette (Centre Douanier-Howald, Esch-Alzette, Remich, Merttert, Ettelbruck ou Wiltz) sur présentation d'une commande ou d'une facture reprenant clairement la nature et le degré alcoolique de la marchandise.

Dans les deux cas 2 et 3 il faut déposer , au plus tard le jeudi de la semaine suivant celle de la réception des produits, une déclaration de mise à la consommation et acquitter l'accise auprès du receveur et la garantie peut à la suite être libérée.

Ad 2 :

Pour les produits déjà mis à la consommation dans un autre Etat membre, défini sous les termes de « circulation en régime non suspensif », il faut, préalablement à l'expédition / l'enlèvement, garantir le paiement de l'accise / TVA luxembourgeoise auprès d'un bureau des douanes et accise, de préférence celui compétent pour la commune de l'acheteur.

Le dépôt de cette garantie (qui s'élève à 100% du montant dû au Luxembourg) est attesté par la délivrance d'un certificat de cautionnement. Il est à noter qu'un tel certificat sera émis par type de produit d'accise.

À la présentation du certificat de cautionnement luxembourgeois à l'étranger, un document d'accompagnement simplifié (DSA), prévu par le Règlement CE N° 3649/92 de la Commission du 17 décembre 1992, relatif à la circulation intracommunautaire de produits soumis à accises, qui ont été mis à la consommation dans l'Etat membre de départ, sera établi dans le pays d'achat des produits..

Le transport s'effectue sous le couvert des exemplaires 2 et 3 du DSA auxquels est joint le certificat de cautionnement.

Ad 3 :

Dans le cas d'une réception de produits en régime suspensif, il faut se présenter auprès d'un bureau des douanes et accise, de préférence celui compétent pour la commune de l'acheteur. afin de se faire enregistrer en tant que « destinataire enregistré à titre temporaire ».

Les droits d'accise en jeux et, le cas échéant, la TVA, devront être cautionnés auprès du bureau des douanes et accises compétent.

Le numéro d'accise (LUTMP) qui sera attribué ne sera valable que pour un seul mouvement, provenant d'un seul fournisseur qui devra être titulaire d'une autorisation « entrepositaire agréé » dans son Etat membre.

Remarques générales :

Il est important que le fournisseur précise, si les marchandises seront livrées en régime suspensif (cas 3), donc sous document DAe via le système électronique EMCS, ou bien si les marchandises seront livrées en régime acquitté (cas 2), donc sous document simplifié d'accompagnement (DSA) version papier (hors EMCS).

Lors de réceptions régulières de marchandises d'accise un numéro d'accise permanent lié à des obligations supplémentaires, devra être sollicité.

Il est à noter que toute expédition en régime suspensif vers un autre Etat membre est soumise à une autorisation temporaire ou permanente établie par l'administration des douanes et accises.

Des informations supplémentaires concernant ce régime (cas 3) sont disponibles dans la présente rubrique sous " Professionnels ".

Base légale :

Règlement ministériel du 18 mars 2010 portant publication de la loi belge du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise transposant la Directive 2008/118/CE du Conseil du 16 décembre 2008 et abrogeant la Directive 92/12/CE en la matière.